

DE CULBUTE EN CULBUTE, LA FRANCE ROULE VERS L'ABÎME...

Dans le marécage malodorant où s'agite la faune parlementaire, le jeune Félix Gaillard vient de faire un plongeon spectaculaire.

Assurément, nous ne verserons aucune larme sur le sort de ce jeune affairiste. Ses amis ne sont pas les nôtres et nous laisserons aux grands prêtres de Wall Street le soin de se lamenter sur la chute de leur poulain.

Au spectacle permanent du cirque politique, ce ne serait même qu'un épisode comique si, derrière, ne se profilait le décor embrasé d'une Algérie livrée à la fureur soudarde du militaire.

Une fois de plus, errante et perdue dans ce labyrinthe où elle s'est imprudemment engagée, la France bute dans un cul-de-sac.

Les «*Bons Offices*» ont tourné court, Bourguiba ayant refusé un verrouillage de la frontière, ce qui eut asphyxié la résistance algérienne. Peut-on, en toute logique, reprocher au peuple tunisien sa solidarité pour ses frères de race en lutte et à Bourguiba de ne pas avoir imité le socialiste Léon Blum qui, en 1936, grâce à une semblable «*non-intervention*», permit à la coalition des fascismes d'écraser la Révolution Espagnole?...

Billy et Murphy font leurs valises pendant que René Coty cherche l'homme introuvable parmi la cohorte des bouffons politiques, où la confusion et l'hystérie atteignent leur paroxysme.

Faisons le point. Une fois de plus, l'impasse est totale.

Au gouvernement de demain comme à ceux d'hier ne s'offriront strictement que trois solutions au problème algérien:

Ou continuer la guerre «*pacificatrice*» derrière le rideau de fumée de la «*Loi-Cadre*».

C'est la solution du «*dernier quart d'heure*» chère au bouffon Lacoste.

Ou jeter le masque en jetant un million d'hommes dans la fournaise.

C'est la solution «*nationale*» du bouffon Soustelle.

Ou négocier avec le F.L.N., ce qui implique la reconnaissance officielle de l'indépendance algérienne.

C'est la solution à laquelle pensent un grand nombre de bouffons, mais qu'aucun n'ose exprimer ouvertement.

Dans le premier cas, la guerre peut durer encore fort longtemps. Mais, à longue échéance, la France sera immanquablement perdante. En effet, aucun des deux adversaires ne peut poursuivre la lutte sans

une aide extérieure. Or celle que reçoit la France de ses alliés ira en s'amenuisant, alors que celle reçue par le F.L.N. de ses amis ira en augmentant. De sorte que la France, invaincue militairement, le sera par une double asphyxie financière et économique.

Dans le deuxième cas, celle de l'aventure militaire - ce qui suppose un pouvoir «*fort*» et le musellement de toute opposition - la victoire militaire ne fait aucun doute: ni «*l'armée*» de Libération algérienne, ni «*l'armée*» marocaine, ni «*l'armée*» tunisienne ne pouvant opposer une résistance sérieuse aux divisions blindées, à l'aviation et aux parachutistes français. Mais, pour arriver à ce résultat, la France devra procéder à une mobilisation générale, instaurer une économie de guerre, rompre toutes ses alliances, accepter un total isolement diplomatique et, sans doute, subir un blocus économique (1). De plus, elle aura à faire face, outre à une guerre généralisée en Afrique du Nord, à un probable soulèvement de toute l'Afrique Noire (2). De sorte que, après quelques spectaculaires victoires, ce sera un effondrement total.

Dans le troisième cas, la négociation, ce sera, au point où en sont arrivés les événements, la perte rapide de l'Algérie. Mais, beaucoup plus grave que cette «*perte*», maintenant inévitable, il est à craindre qu'elle soit, ou précédée par un soulèvement des colons français tentant l'impossible aventure de la sécession et de la création d'un Etat «*africander*», base, comme l'Afrique du Sud, sur la ségrégation raciale; ou suivie d'une Saint-Barthélémy provoquée par l'aveugle fureur vengeresse d'un peuple soumis depuis de si longues années aux tortures les plus inhumaines et aux pires exactions.

Ainsi, dans toutes les directions, les perspectives sont bouchées, voilées de sang, chargées de massacres.

Comment en est-on arrivé là?

A l'heure où la tragédie parvient à son point culminant et ne peut plus, désormais, se résoudre sans de nouvelles et terribles effusions de sang, il convient de situer les responsabilités.

Certes, le colonialisme en est la cause première. Cent vingt-cinq ans d'exploitation éhontée ont mûri les fruits d'une colère inapaisable. Et il est pénible, écoutant aujourd'hui les hurlements racistes des colons algériens, de se souvenir que ces hommes sont, pour un grand nombre, les petits-fils des révolutionnaires de 1848 déportés en Afrique du Nord...

Mais si, à une époque où le colonialisme s'étendait sur le monde comme une lèpre triomphante, l'attitude des hommes politiques se «*justifiait*» dans les perspectives du temps et de l'Histoire, elle devient criminellement inex-cusable à une heure où, sans équivoque, cette même Histoire porte une condamnation sans appel du colonialisme. Elle est doublement criminelle et doublement inexcusable lorsque les protagonistes d'une telle politique insensée se couvrent du drapeau et de l'idéologie socialistes.

En ce sens, Guy Mollet, Robert Lacoste, Max Lejeune et leurs amis doivent être considérés comme directement responsables de cette tuerie imbécile et sans issue où se vautre sans gloire notre pays.

En 1956, à la faveur d'un changement de majorité, il eût été possible à des hommes énergiques et clairvoyants d'orienter le problème algérien vers une solution raisonnable et pacifique. Il eût suffi pour cela de briser l'émeute fasciste du 6 février et d'imposer silence aux hurlements frénétiques des ultras.

Or, non seulement Guy Mollet n'a opposé aucune résistance à l'émeute, non seulement il a capitulé avec une lâcheté indigne, mais encore faisant volte-face, reniant ses promesses électorales, son programme politique et son idéal socialiste, il a pris la tête du mouvement factieux et, avec l'aide active de son complice Lacoste, jeté la France dans ce borborygme sanglant.

(1) Déjà, Nasser a annoncé son intention de couper la route du pétrole si la France était condamnée devant l'O.N.U., condamnation qui ne paraît faire aucun doute en raison du durcissement américain consécutif à l'échec des *Bons Offices*.

(2) La *Conférence des Etats indépendants d'Afrique*, réunie à Accra, et où furent accueillies des délégations de tous les mouvements de résistance africaine, a exprimé sans équivoque sa solidarité active pour les peuples en lutte contre le colonialisme.

Ne l'oublions pas.

A l'heure où la marée d'un nationalisme agressif, d'une xénophobie imbécile et d'un racisme hurlant menace de submerger la France et d'anéantir nos dernières libertés, souvenons-nous que Guy Mollet, Robert Lacoste et leurs amis ont amoureuxment couvé ce fascisme dont ils commencent à s'épouvanter aujourd'hui.

Que demain ces hommes sans courage, ces rênégats sans envergure, ces politiciens sans honneur qui, pendant deux années, ont couvert du drapeau socialiste les tortures et les exactions d'une clique militaro-policière aux ordres du colonialisme, soient à leur tour victimes du monstre qu'ils ont enfanté, voilà qui ne saurait nous émouvoir.

Mais que les Français continuent à être dupes de ces sinistres polichinelles serait affligeant. Que nous en devenions tous les victimes serait révoltant.

Le peuple de ce pays comprendra-t-il enfin - avant qu'il soit trop tard?

A quand la grève générale pour imposer la fin de la guerre en Algérie et écarter l'ombre menaçante du fascisme?

Maurice FAYOLLE.
